

Travaux de la Chambre

• (1315)

M. Ed Harper (Simcoe-Centre, Réf.): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole pour m'opposer au prolongement des heures de séance de la Chambre.

Je crois que cette proposition est contradictoire compte tenu de ce qui s'est passé hier. Le gouvernement a invoqué la clôture à trois reprises pour faire adopter de force des projets de loi impopulaires. Le gouvernement impose l'attribution de temps ou la clôture à la Chambre, mais par ailleurs il propose de prolonger les heures de séance.

Si le gouvernement tient vraiment à ce que ces projets de loi fassent l'objet de débats sérieux, la dernière chose qu'il doit faire est d'avoir recours à la clôture pour empêcher la tenue d'un débat complet et ouvert sur des questions qui sont tellement importantes pour la population canadienne.

Compte tenu de ce qui s'est passé hier à la Chambre et en Ontario, je trouve curieux qu'on ait recours à la clôture pour forcer l'adoption de trois projets de loi très contestés et qu'au même moment, les électeurs ontariens passent aux urnes et rejettent ces mêmes projets de loi.

On serait tenté de croire que le gouvernement veut éviter que ces projets de loi impopulaires restent plus longtemps sur la place publique parce que les choses commencent à se gâter pour lui. Il veut donc les faire adopter à toute vapeur. L'appareil gouvernemental commence à se disloquer. Le régime de pension des députés, le contrôle des armes à feu et l'expression non définie «orientation sexuelle» sont autant de questions que les électeurs ontariens ont rejetées aux élections d'hier.

Le gouvernement dit que l'opposition ne collabore pas du tout. D'après mon expérience, le gouvernement n'a fait preuve d'aucune collaboration dans la façon dont il a organisé son programme et exposé aux Canadiens les enjeux les plus importants à discuter.

Au sujet des élections en Ontario, il y a deux autres choses qui, selon moi, ont été des facteurs importants dans le résultat qu'on connaît. Il y a eu la révolution du bon sens, le parti gagnant étant fermement contre l'équité en matière d'emploi et les quotas d'embauche établis sur des critères de race et de sexe. C'est là un autre projet de loi que le gouvernement est déterminé à présenter, même si la population ontarienne vient manifestement de le rejeter.

Je veux parler un peu de ces trois projets de loi, parce que je pense que leur objet est fondamental dans la décision d'imposer la clôture et de précipiter les étapes du processus législatif. Je commence avec le régime de pension des députés, parce qu'il ne représente pas une grosse somme d'argent, mais qu'il constitue un sujet brûlant pour les électeurs.

Nous l'avons constaté en Alberta, où le premier ministre a amorcé sa campagne avec une cote de popularité de moins de deux chiffres dans les sondages. Il a commencé à écouter la population et il s'est rendu compte qu'elle n'approuvait pas du tout ce régime de pension en or. Par conséquent, il l'a éliminé en Alberta, ce qui lui a donné une certaine crédibilité dans l'électorat, qui a commencé à l'écouter un peu mieux. C'est là un parfait exemple de leadership. En s'en prenant au régime de pension en

or de sa propre province, cet homme a prouvé qu'il était véritablement préoccupé par l'ampleur des dépenses et de la dette.

Voyons maintenant le cas de l'Ontario. Mike Harris a pris le taureau par les cornes et a déclaré que le régime de pension en or était mort. C'était un élément important de sa campagne électorale. Cela faisait partie des engagements qui lui ont donné la crédibilité dont il avait besoin pour parler d'autres problèmes. Nous voyons là deux chefs de parti provinciaux qui se sont occupés du problème et ils ont été récompensés en obtenant un large soutien parmi l'électorat. Il est à peine croyable que le message n'ait pas encore été entendu ici. Le gouvernement croit qu'en touchant à peine au régime, comme il l'a fait avec son projet de loi, il va convaincre l'électorat canadien de sa bonne foi. C'est de la comédie.

Pas une fois, pendant ma campagne et après mon élection je n'ai assisté à une assemblée publique où aucune question n'a été posée au sujet du régime de pension des députés. Les électeurs, les uns après les autres, ont dit de l'éliminer. Et je suis d'accord. C'est de l'abus. Nous voulons une juste rémunération. Aucun doute là-dessus. Cependant, ce régime de pension n'est pas juste. Il devrait être mieux aligné sur les régimes de pension du secteur privé.

• (1320)

Cette question est une question de premier plan qui touche tous les électeurs canadiens. Beaucoup de citoyens aimeraient avoir un régime de pension. Certains n'en ont pas. Certains doivent lutter pour s'en sortir alors qu'ils sont sans travail. Beaucoup de gens sont au chômage et beaucoup de jeunes sont sous-employés. Pourtant, le problème persiste parce que le gouvernement ne fait preuve d'aucun leadership face à ce problème.

Ce régime de pension des parlementaires n'est rien d'autre qu'un manquement à une autre promesse faite dans le livre rouge. Je sais que le livre rouge est vague. Peut-être aurait-il dû commencer par les mots «Il était une fois». Le problème de cette imprécision, c'est que si le gouvernement peut s'en tirer en disant qu'il n'a pas exactement dit ceci et que c'est ça qu'il voulait dire, les électeurs, de leur côté, diront, de la même façon, qu'ils pensaient que c'était ça que nous avions dit. Ne pas aller jusqu'au bout de la promesse faite aux électeurs, c'est en fait y manquer.

Le gouvernement n'a pas compris et ne comprend toujours pas l'argument de mon collègue de Calgary-Centre au sujet des 150 000 \$ de rémunération, qui a été repris plusieurs fois par l'opposition. Quelle que soit la rémunération, le montant ne devrait pas être secret et il ne devrait pas y avoir d'ententes spéciales et de comptes de dépenses exemptées d'impôt. C'est ce que voulait dire mon collègue. Il a peut-être utilisé le mauvais chiffre, mais ce qu'il voulait dire, c'est que, quel que soit le montant que nous allons toucher, nous devons jouer franc jeu, être justes et le faire savoir à tous les Canadiens.

C'est une question de crédibilité. Le fait que le gouvernement ne fasse rien pour s'attaquer à ce régime de pension en or lui a fait perdre toute crédibilité sur le plan du déficit et de la dette. Comment pouvons-nous demander aux électeurs canadiens d'accepter des compressions de dépenses, alors que nous ne sommes pas disposés à faire preuve de leadership, par exemple en faisant des sacrifices?